

Réponse de l'AFIEG à la consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 22 juillet 2015 relative à la structure des tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité

QUESTION 1 : LES PROBLEMATIQUES EXPOSEES CI-DESSUS SONT-ELLES SELON VOUS REPRESENTATIVES DES ENJEUX SOULEVES POUR LA STRUCTURE DU TURPE PAR L'EMERGENCE DES RESEAUX INTELLIGENTS ET PAR L'EVOLUTION DU SYSTEME ELECTRIQUE ?

L'AFIEG souscrit à l'analyse de la CRE sur la nécessité de prendre pleinement en compte le développement des réseaux intelligents dans l'élaboration de la structure des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE). D'une manière générale, l'AFIEG estime que le défi du déploiement des réseaux intelligents, objectif consacré par la récente loi de Transition Energétique, ne pourra être relevé qu'à condition d'y associer pleinement les fournisseurs d'électricité. Ainsi, au-delà des aspects tarifaires, il convient d'insister sur les aspects relatifs à la coordination des échanges entre les gestionnaires de réseaux et les fournisseurs, notamment en matière de systèmes d'information et d'échanges de données. L'AFIEG souhaite que des travaux d'harmonisation des procédures GRD – fournisseurs soient lancés sans même attendre l'entrée en vigueur de TURPE 5. Cette harmonisation à la maille de l'ensemble des GRD permettrait de lever les barrières à l'entrée, nombreuses et croissantes à mesure du développement des compteurs avancés et de garantir aux fournisseurs actifs sur le marché national un traitement identique quel que soit la zone de desserte concernée.

QUESTION 2 : VOYEZ-VOUS D'AUTRES ENJEUX A L'ECHANCE DU TURPE 5 ?

L'AFIEG souhaite que les prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité soient élaborés en tenant compte des impératifs pesant sur les fournisseurs et leurs clients en matière de prévisibilité des évolutions en cours de période tarifaire. L'AFIEG constate qu'un nombre croissant de consommateurs émet le souhait de contractualiser des offres à prix ferme pour des durées supérieures à un an. L'AFIEG souhaite disposer d'une visibilité optimale sur les perspectives d'évolution du TURPE en niveau, dès l'entrée en vigueur du TURPE 5 et sur l'ensemble de la période tarifaire. L'AFIEG propose que TURPE 5 i) soit construit sur la base de trajectoires d'évolution publiées lors de sa mise en œuvre ii) que les éventuelles évolutions annuelles soient encadrées par des bornes inférieure et supérieure (logique de tunnel tarifaire) iii) que les postes couverts par le CRCP fassent l'objet d'un audit à chaque évolution tarifaire, pour l'année N et N+1, dont la synthèse des résultats sera publiée par la CRE chaque année dans le cadre des consultations publiques précédant les mises à jour tarifaires.

De manière générale, l'AFIEG s'interroge sur la tendance qui se dessine dans cette consultation consistant à sortir un certain nombre de coûts de l'enveloppe du TURPE. Ce dernier doit demeurer le principal véhicule permettant de couvrir les coûts du gestionnaire de réseaux en le répercutant de manière transparente, non discriminatoire et à un juste prix aux utilisateurs de ces réseaux, si besoin en utilisant le CRCP. Enfin, l'AFIEG s'interroge sur la manière dont la CRE entend traiter dans le cadre de ses travaux tarifaires la prise en compte du 13° de l'article 167 de la loi du 17 août 2015 qui prévoit une ordonnance devant introduire des dispositions relatives aux réseaux fermés dans le code de l'énergie.

QUESTION 3 : PLUSIEURS FACTEURS PEUVENT CONTRIBUER A LA MAITRISE DES POINTES DE CONSOMMATION : LES SIGNAUX DE PRIX DU MARCHE DE L'ELECTRICITE, LE MECANISME DE CAPACITE, LES DISPOSITIFS D'EFFACEMENTS, LA STRUCTURE DES TARIFS DE RESEAUX ET LES MESURES D'ECONOMIE D'ENERGIE. QUEL DOIT ETRE SELON VOUS LE ROLE OU LA PART DE CES FACTEURS DANS L'ATTEINTE DE CET OBJECTIF ?

Dans l'intérêt du système électrique chacun de ces leviers doit pouvoir contribuer de manière optimale à la maîtrise des pointes de consommation. Pour ce faire, une attention particulière doit être portée sur le risque de « parasitage » des différents signaux tarifaires. Ce risque doit être pris en compte dans le cadre de l'élaboration de TURPE 5. En ce qui concerne spécifiquement les signaux tarifaires portés par les prochains tarifs d'utilisation des réseaux, l'AFIEG estime que l'efficacité de ces derniers ne sera assurée qu'à condition qu'il reflète pleinement les différentiels de coûts spécifiques à l'utilisation des réseaux.

QUESTION 4 : ETES-VOUS FAVORABLE A L'ENTREE EN VIGUEUR SIMULTANEE DES TURPE HTA-BT ET HTB A L'ETE 2017?

L'AFIEG est favorable à une entrée en vigueur conjointe des TURPE HTA-BT et HTB. Dans cette perspective une entrée en vigueur au 1^{er} juillet semble préférable afin de minimiser les risques liés aux conséquences de ces évolutions sur les systèmes d'information des fournisseurs.

QUESTION 5 : AVEZ-VOUS DES OBSERVATIONS SUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL ET LE CALENDRIER ENVISAGES PAR LA CRE POUR L'ELABORATION DU TURPE 5 ?

L'entrée en vigueur d'un nouveau tarif d'utilisation implique de nombreuses évolutions fonctionnelles et opérationnelles pour l'ensemble des acteurs du système électrique. Pour cette raison l'AFIEG estime que le régulateur devra veiller à ce qu'un délai suffisant soit garanti entre les publications de ses décisions tarifaires au Journal Officiel et leur entrée en vigueur.

En ce qui concerne spécifiquement les travaux tarifaires, l'AFIEG souhaite que la consultation relative aux niveaux soit accompagnée de la publication de l'ensemble des éléments et données pertinents pour permettre aux acteurs du système électrique d'apprécier les niveaux envisagés par la CRE.

QUESTION 6 : AVEZ-VOUS DES REMARQUES SUR CES PRINCIPES GENERAUX SOUS-JACENTS A LA CONSTRUCTION DES TARIFS ? ESTIMEZ-VOUS EN PARTICULIER QUE LE SENS A DONNER AU PRINCIPE DE PEREQUATION TARIFAIRE ET A CELUI DU TIMBRE-POSTE POURRAIT ETRE INTERROGE DANS UN CONTEXTE D'EVOLUTION DES USAGES DES RESEAUX (PARTIE 1.5) ?

L'AFIEG estime que la construction tarifaire doit répondre à une logique de couverture des coûts de l'opérateur sous contrainte de visibilité tarifaire. En ce sens, la mise en place de TURPE 5 devrait permettre de remettre à plat la structure tarifaire en vigueur en privilégiant une meilleure lisibilité de la grille tarifaire pour les utilisateurs du réseau. A défaut, une grille tarifaire complexe conduira, paradoxalement, à priver de toute utilité les signaux tarifaires en remettant en cause leur compréhension et *in fine* leur intégration dans les comportements de consommation des utilisateurs.

QUESTION 7 : PARTAGEZ-VOUS L'ANALYSE DE LA CRE SELON LAQUELLE, DU FAIT DU FOISONNEMENT ENTRE UTILISATEURS DU RESEAU, LA CONTRIBUTION DES CONSOMMATEURS AUX COUTS D'INFRASTRUCTURES DEPEND NON SEULEMENT DE LEUR CAPACITE DE POINTE, MAIS AUSSI DU TAUX D'UTILISATION DE CETTE CAPACITE ? SI CE N'EST PAS LE CAS, MERCI DE PRESENTER DE FAÇON ETAYEE VOTRE ANALYSE DE CE SUJET.

L'AFIEG partage ce constat mais souhaiterait que des éléments quantitatifs soient apportés par la CRE afin de pouvoir distinguer les actifs régulés répondant strictement à une logique de dimensionnement à la pointe de ceux répondant à une logique d'utilisation moyenne.

QUESTION 8 : AVEZ-VOUS DES AMELIORATIONS A PROPOSER QUANT A LA METHODE DE CONSTRUCTION TARIFAIRE PRESENTEE CI-DESSUS ? LE CAS ECHEANT, MERCI DE PRESENTER DE FAÇON ETAYEE VOS PROPOSITIONS.

En complément des réponses précédentes, l'AFIEG souhaite que les travaux tarifaires TURPE 5 prennent en considération les évolutions suivantes :

- Simplification de la structure du TURPE pour permettre une meilleure appropriation des signaux tarifaires par le consommateur ;
- Réflexions sur la couverture des actifs régulés en fonction de leurs caractéristiques intrinsèques de dimensionnement ;
- Réflexions sur la couverture du coût des pertes : référence forward et bilan de l'éligibilité des pertes à l'ARENH (bilan coût-avantage, impact sur la maison mère en termes de trésorerie au détriment des fournisseurs alternatifs...).

QUESTION 9 : ÊTES-VOUS FAVORABLE A LA PRISE EN COMPTE DES NOUVEAUX PROFILS DANS LE TURPE 5?

L'AFIEG estime que le déploiement des compteurs avancés devrait amener à une réflexion globale sur la pertinence du profilage.

En effet, le profilage se base sur des profils types ne correspondant qu'« imparfaitement à la consommation réelle des clients » (Décision 07-MC-04 du 4 juin 2007 du Conseil de la Concurrence) puisqu'il ne donne accès qu'à une « courbe de charge estimée de consommation réputée conforme à la consommation totale des Sites Profilés du Périmètre-RPD » (règles RE-MA, ch. F, section 2). Il s'appuie sur un mécanisme très complexe et les délais impliqués par la reconflex qui lui est associée impliquent des périodes de facturation extrêmement larges avec une facturation des écarts très tardive induisant une forte variabilité qui n'est pas neutre financièrement pour les fournisseurs. Par ailleurs, le profilage limite énormément le potentiel de développement des effacements (comment vérifier qu'une consommation a réduit sa consommation pendant quelques heures d'un jour donné si le dispositif ne transmet que le total mensuel ou bimensuel de consommation ?) et complexifie la mise en œuvre des mécanismes de capacité ou le développement corolaire de pointes mobiles. Enfin, le profilage peut constituer une barrière à l'entrée pour les fournisseurs venant du haut de portefeuille.

S'il apparaît que le maintien du profilage sur le marché de masse (C5) pourrait être éventuellement pertinent au regard de l'homogénéité des comportements de consommation et de la volumétrie des données, une réflexion approfondie mériterait d'être menée sur les autres segments de clientèle (C3 et C4) au regard des éléments cités précédemment.

QUESTION 10 : ÊTES-VOUS FAVORABLE A LA PRISE EN COMPTE DU COUT DE LA CAPACITE DANS LE CALCUL DES COUTS HORAIRES DES PERTES SUR LES RESEAUX ?

Les gestionnaires de réseaux étant acteurs obligés pour leurs pertes, il convient de prendre en compte les coûts de la capacité dans le calcul des coûts horaires des pertes sur les réseaux. La question de la référence de coût utilisée devra tenir compte des modalités d'approvisionnement (appels d'offres duales énergie-capacité ?) des gestionnaires de réseau. De manière analogue, il conviendrait de prendre en compte dans TURPE 5 l'éligibilité des GRD et GRT au dispositif ARENH dans le calcul de ces coûts horaires.

QUESTION 11 : QUELLE EST VOTRE ANALYSE QUANT A LA PRISE EN COMPTE DE L'EXISTENCE D'ALEAS CLIMATIQUES EXTREMES DANS LA METHODE DE CALCUL DES COUTS UNITAIRES D'INFRASTRUCTURE ?

L'AFIEG attire la vigilance de la CRE sur les conséquences d'une telle évolution en termes de visibilité, de lisibilité et d'appropriation de la grille tarifaire par les utilisateurs des réseaux.

QUESTION 12 : PARTAGEZ VOUS L'ANALYSE DE LA CRE QUANT A LA NON PERTINENCE D'UNE OPTION A POINTE MOBILE POUR LE NIVEAU DE TENSION HTB3 ?

L'AFIEG souscrit à cette analyse.

QUESTION 13 : QUE PENSEZ-VOUS DE L'UTILITE DE L'INTRODUCTION D'UNE POINTE MOBILE POUR LES DOMAINES DE TENSION HTB1 ET HTB2 ?

En tant qu'association de fournisseurs et de producteurs, l'AFIEG ne dispose pas des éléments techniques relatifs à l'utilisation des réseaux et au dimensionnement des ouvrages lui permettant de porter une appréciation sur l'analyse présentée par la CRE. L'AFIEG souhaite néanmoins que le régulateur et les gestionnaires de réseaux s'attachent à porter une attention particulière à la problématique de la cohérence des signaux tarifaires dans le cadre de leurs réflexions.

QUESTION 14 : ETES VOUS FAVORABLE A L'INTRODUCTION D'UNE POINTE MOBILE POUR LE DOMAINE DE TENSION HTA ?

L'AFIEG y est favorable.

QUESTION 15 : SI VOUS ETES FOURNISSEUR, ENVISAGEZ VOUS DE DEVELOPPER DES OFFRES COMMERCIALES A EFFACEMENT PRENANT EN COMPTE CE TARIF A POINTE MOBILE ?

L'AFIEG estime que les nouveaux services proposés par les gestionnaires de réseaux dans le cadre du déploiement des compteurs avancés constitueront une évolution majeure sur la période TURPE 5.

L'appétence du marché pour ces nouvelles fonctionnalités sera fonction de la capacité des gestionnaires de réseaux à les proposer à des conditions optimales, notamment en ce qui concerne les coûts de gestion associés à leur mise en place. Sur le segment « haut de portefeuille », l'AFIEG regrette que les sites de consommation disposant d'un compteur ICE ne puissent se voir adresser de telles offres (sans changement préalable du dispositif de comptage à la charge de l'utilisateur). L'AFIEG souhaite également que les modalités de souscription et d'utilisation des nouveaux services fassent l'objet d'une harmonisation entre GRD avec une attention particulière sur les ELD. A défaut, la démultiplication des procédures renchérira significativement les coûts de développement et amènera les fournisseurs à se détourner de ces nouvelles fonctionnalités.

QUESTION 16 : SI VOUS ETES CONSOMMATEUR, ENVISAGEZ VOUS DE SOUSCRIRE A UNE OFFRE COMMERCIALE A EFFACEMENT PRENANT EN COMPTE CE TARIF A POINTE MOBILE ?

Ne se prononce pas.

QUESTION 17 : QUE PENSEZ-VOUS DES CRITERES UTILISES PAR LA CRE POUR ANALYSER LA PERTINENCE DE L'INTRODUCTION, DES TURPE5, D'UNE POINTE MOBILE EN BASSE TENSION ? PARTAGEZ-VOUS LES ANALYSES PRELIMINAIRES DE LA CRE EN LA MATIERE ?

L'AFIEG estime que la pertinence d'un TURPE à pointe mobile sur les différents niveaux de tension doit être appréciée au regard des bénéfices associés pour la collectivité. Du point de vue des fournisseurs, il est essentiel, dans un souci de lisibilité et d'acceptabilité pour l'utilisateur, que la coexistence d'offres à pointe mobile et d'un tarif d'acheminement à pointe mobile ne conduise pas à la coexistence de signaux tarifaires agissant en sens opposés.

QUESTION 18 : ETES VOUS FAVORABLE A LA MISE EN ŒUVRE D'UN TEL DISPOSITIF TRANSITOIRE POUR L'HIVER 2016-2017 ?

Sur la base des éléments présentés par la CRE, l'AFIEG est extrêmement réservée sur l'opportunité d'un tel dispositif transitoire. L'AFIEG remarque que ce dispositif dégradé conduit à préempter l'un des huit index dont bénéficient les fournisseurs pour le dédier à l'usage « pointe mobile distributeur ». Ce mode « dégradé » imposera aux fournisseurs souhaitant intégrer cette « option transitoire » à leurs offres à devoir développer des systèmes spécifiques qui ne pourront être réutilisés pour la gestion du système cible. En ce qui concerne les « bonus/malus » envisagés par la CRE, l'AFIEG regrette de ne pas disposer des éléments quantitatifs nécessaires afin d'en apprécier les niveaux.

QUESTION 19 : SI VOUS ETES UN FOURNISSEUR OU OPERATEUR D'EFFACEMENT : ENVISAGERIEZ VOUS DE PROPOSER A VOS CLIENTS UNE OFFRE COMMERCIALE TIRANT PARTI D'UN TEL DISPOSITIF TRANSITOIRE ?

Voir réponse précédente.

QUESTION 20 : SI VOUS ETES CONSOMMATEUR, ET EN PARTICULIER SI VOUS ETES ACTUELLEMENT UN CLIENT DU TARIF VERT EJP : SERIEZ VOUS INTERESSES PAR UN TEL DISPOSITIF TRANSITOIRE ?

Ne se prononce pas.

QUESTION 21 : ETES-VOUS FAVORABLE AU PASSAGE A UNE SOUSCRIPTION DE PUISSANCE PAR PAS DE 1 KVA AU LIEU DE 3 KVA ?

Ne se prononce pas.

QUESTION 22 : ETES-VOUS FAVORABLE AU PRINCIPE D'INTRODUIRE DES TARIFS A 4 PLAGES TEMPORELLES POUR LES UTILISATEURS EQUIPES DES COMPTEURS LINKY ?

Ne se prononce pas.

QUESTION 23 : ETES-VOUS FAVORABLES AUX 4 PLAGES TEMPORELLES ENVISAGEES A CE STADE PAR LA CRE?

L'AFIEG estime que l'objectif de lisibilité des grilles tarifaires devra primer dans le cadre des travaux d'élaboration du TURPE 5.

QUESTION 24 : QUELLE EST VOTRE ANALYSE SUR LA DEFINITION DE LA PLAGE TEMPORELLE D'HEURES CREUSES?

L'AFIEG estime que l'horo saisonnalité du TURPE doit refléter les différentiels de coûts d'utilisation des infrastructures régulées. En parallèle, une attention particulière devra être portée sur la

cohérence des signaux tarifaires (marché, mécanisme de capacité, dispositif ARENH, tarif d'acheminement) afin d'éviter les phénomènes de perturbation et de cannibalisation de ces signaux.

QUESTION 25 : QUELLE EST VOTRE ANALYSE SUR LA DEFINITION DE LA PERIODE SAISONNIERE DE POINTE?

En cohérence avec la réponse précédente, l'AFIEG estime que ces heures doivent être définies comme celles servant au dimensionnement à la pointe du réseau.

QUESTION 26 : ETES-VOUS FAVORABLE A LA PROPOSITION DE LA CRE DE DEFINIR 3 VERSIONS DU TARIF A 4 PLAGES TEMPORELLES ?

Ne se prononce pas.

QUESTION 27 : ETES-VOUS FAVORABLE A CE QUE LES TARIFS A 4 PLAGES TEMPORELLES AIENT UN CARACTERE OPTIONNEL POUR LES UTILISATEURS EQUIPES DES COMPTEURS LINKY ?

Ne se prononce pas.

QUESTION 28 : DANS LE CAS OU LA SOUSCRIPTION DES TARIFS A 4 PLAGES TEMPORELLES SERAIT OPTIONNELLE, QUE PENSEZ-VOUS DES DEUX SCENARIOS ENVISAGES PAR LA CRE (CF.6.2.2) ?

Ne se prononce pas.

QUESTION 28/30 BIS : ETES-VOUS FAVORABLE A LA TARIFICATION A LA PUISSANCE ATTEINTE POUR LES UTILISATEURS RACCORDES EN BT > 36kVA, HTA ET HTB ?

La mise en place d'une tarification à la puissance atteinte, et non à la puissance souscrite, aboutirait à un traitement discriminatoire car elle prendrait en compte des événements rares, imprévus et pas nécessairement simultanés qui seraient non représentatifs des différents utilisateurs.

Elle aurait également des impacts au-delà de la seule question tarifaire, notamment sur les systèmes d'information et la définition des contrats. La puissance souscrite joue, en effet, le rôle de puissance de référence pour les contrats et le choix du dispositif de comptage. De plus, la détermination de la puissance souscrite est un moment d'échange privilégié entre les fournisseurs, les gestionnaires de réseaux et les utilisateurs, favorable à des actions de maîtrise de la pointe.

QUESTION 29 : ETES-VOUS FAVORABLE AU CHOIX DE LA PERIODE DE POINTE PP1 POUR DEFINIR LA PERIODE DE POINTE MOBILE DU TURPE HTA A L'HORIZON DU TURPE 5 ?

L'AFIEG estime que le choix de ce critère permettrait d'assurer une cohérence entre signaux tarifaires.

QUESTION 30 : ETES-VOUS FAVORABLE A LA SUPPRESSION DE L'OPTION CONCAVE EN HTA ?

L'AFIEG adhère au souhait de simplification et de lisibilité accrue des grilles TURPE HTA exprimé par la CRE. Elle partage l'opinion de la CRE quant à l'impossibilité de voir coexister l'option concave et l'option à pointe mobile. Une alternative à la suppression de l'option concave pourrait être de réserver la souscription d'un TURPE à pointe mobile aux seules options HTA5 et HTA8.

QUESTION 31 : ETES-VOUS FAVORABLE A LA MODIFICATION PRESENTEE DES PRINCIPES DE COUVERTURE DU VOLET ENERGIE DES CHARGES LIEES A L'EQUILIBRAGE ?

QUESTION 32 : ETES-VOUS FAVORABLE AU TRANSFERT DES L'ENTREE EN VIGUEUR DES PROCHAINES REGLES MA – RE (PRINTEMPS 2016) DES COUTS D'ACTIVATION DE LA RESERVE SECONDAIRE VERS LE COMPTE AJUSTEMENTS ECARTS ?

Comme souligné en question 2, de manière générale, l'AFIEG s'interroge sur la tendance qui se dessine dans cette consultation consistant à sortir un certain nombre de coûts de l'enveloppe du TURPE. Ce dernier doit demeurer le principal véhicule permettant de couvrir les coûts du gestionnaire de réseaux en le répercutant de manière transparente, non discriminatoire et à un juste prix aux utilisateurs de ces réseaux, si besoin en utilisant le CRCP.

L'AFIEG rappelle que les RE, qui supportent directement une part des charges de l'équilibrage à travers ce qui s'apparente à des timbres (dixit la CRE) hors TURPE ou divers mécanismes, sont en réalité mandatés par les consommateurs et les producteurs de leur périmètre pour gérer ces charges liés à leurs écarts, en application de l'article L. 321-15 du Code de l'énergie : «Chaque producteur d'électricité raccordé aux réseaux publics de transport ou de distribution et chaque consommateur d'électricité, pour les sites pour lesquels il a exercé son droit prévu à l'article L. 331-1, est responsable des écarts entre les injections et les soutirages d'électricité auxquels il procède. Il peut soit définir les modalités selon lesquelles lui sont financièrement imputés ces écarts par contrat avec le gestionnaire du réseau public de transport, soit contracter à cette fin avec un responsable d'équilibre qui prend en charge les écarts ou demander à l'un de ses fournisseurs de le faire. »

Dès lors, vouloir « mieux affecter les charges liées à l'équilibrage aux acteurs qui en sont à l'origine » en ciblant les RE semble quelque peu étonnant dans la mesure où : 1) les acteurs à l'origine des déséquilibres ne sont pas les RE mais les utilisateurs qui les mandatent ; 2) passer hors Turpe pour une telle répercussion revient à alourdir le travail des RE qui, de toute façon, répercutent ces charges à leurs consommateurs/producteurs ; 3) la sortie d'un poste du Turpe implique une désincitation du gestionnaire de réseau à l'équilibre de l'enveloppe concernée.

L'AFIEG s'interroge sur la possibilité précisément d'inclure le poste « énergie des SSY » dans le CRCP de manière à le conserver dans le TURPE. Comment cette non-inclusion est-elle justifiée ?

Concernant la proposition de transfert des coûts d'activation de la réserve secondaire vers le compte ajustement écarts, il semble qu'elle soit en partie justifiée par RTE en raison de l'initiative européenne IGCC : en quoi une telle participation implique-t-elle de sortir ce poste du TURPE ?

En outre, si ce poste est retiré du TURPE, et considérant que l'activation de la réserve secondaire (RS) est à la main de RTE, RTE ne sera plus incité à l'équilibre de l'enveloppe « énergie des SSY RS » comme aujourd'hui. Il conviendrait donc de s'assurer que l'activation de la RS ne sera utilisée par RTE pour faire des arbitrages de coûts avec d'autres mécanismes (MA par exemple).

Par ailleurs, l'AFIEG s'interroge sur la systématique du gain pour les RE évoqué en conséquence de la participation à l'IGCC.

Enfin, le calendrier annoncé pour ce transfert est extrêmement court et n'est pas tenable pour les fournisseurs qui répercutent les coûts RE à leurs clients. Les contrats 2016 sont en grande majorité tous déjà signés et leur modification probablement nécessaire impliquera un processus d'avenant lourd administrativement.

QUESTION 33 : ESTIMEZ-VOUS QU'UNE REVISION DE LA REPARTITION ENTRE INJECTIONS ET SOUTIRAGES POUR LE FINANCEMENT DE CERTAINES DES CHARGES DE CONSTITUTION DES RESERVES TERTIAIRES (RESERVES RAPIDE ET COMPLEMENTAIRE) ET DE L'APPEL D'OFFRES EFFACEMENT DEVRAIT ETRE MISE EN ŒUVRE ? SI OUI, QUELLE REPARTITION PROPOSEZ-VOUS ET POURQUOI ?

QUESTION 34 : CONSIDEREZ-VOUS QUE LE FINANCEMENT DE CES RESERVES DEVRAIT PORTER EGALEMENT SUR LA PUISSANCE D'INJECTION OU DE SOUTIRAGE SOUSCRITE PLUTOT QUE SUR LA SEULE ENERGIE INJECTEE OU SOUTIREE ? SI OUI, QUELLE REPARTITION PROPOSEZ-VOUS ET POURQUOI ?

QUESTION 35 : PENSEZ-VOUS QUE LES COUTS LIES A LA RECONSTITUTION DES MARGES DEVRAIENT ETRE FINANCES DE LA MEME MANIERE QUE LES RESERVES RAPIDE ET COMPLEMENTAIRE ?

QUESTION 36 : AVEZ-VOUS D'AUTRES REMARQUES A APPORTER SUR LE PARTAGE DU FINANCEMENT DES COUTS D'EQUILIBRAGE ?

Réponse aux questions 33 à 36 :

La nouvelle répartition proposée est susceptible d'entraîner un transfert de coût des consommateurs vers les producteurs. L'AFIEG tient à rappeler que les outils flexibles tels les CCGTs ont un grand rôle à jouer dans l'équilibrage des réseaux notamment en offrant un important potentiel de réserves d'équilibrage alors même que ces besoins sont amenés à croître avec les évolutions du système électrique mentionnées dans la 1ère partie de la note de consultation.

Par ailleurs, l'AFIEG souligne que les modalités actuelles d'activation des services systèmes par le RTE sont peu compatibles avec les spécificités de fonctionnement des CCGT. Il en résulte que ces centrales qui offrent une sécurité importante au système, n'en tirent qu'une très faible rémunération. D'une façon générale les conditions de fourniture des services d'ajustement varient avec les conditions de marché dans la journée et ces variations ne sont pas prises en compte dans les règles de constitution de ces réserves.

A minima cette modification ne serait acceptable que dans la mesure où RTE modifie ses règles et ses processus d'activation afin que les CCGT, puissent bénéficier d'une rémunération à la hauteur de la sécurité qu'elles apportent au système.

QUESTION 37 : ESTIMEZ-VOUS QUE LES REGLES ACTUELLES DE CONSTITUTION DES RESERVES PRIMAIRE ET SECONDAIRE (PRESCRIPTION D'ACTEURS OBLIGES ET PRIX REGULE) DOIVENT ETRE MODIFIEES ?

QUESTION 38 : QUE PENSEZ-VOUS DE L'ANALYSE DE RTE CONCERNANT LE MARCHÉ SECONDAIRE ORGANISÉ DES SERVICES SYSTEME FREQUENCE ?

QUESTION 39 : ETES-VOUS FAVORABLE A L'ORGANISATION D'APPELS D'OFFRES POUR CONTRACTUALISER TOUT OU PARTIE DE LA RESERVE PRIMAIRE ? CONSIDEREZ-VOUS OPPORTUN DE MENER UNE TELLE CONTRACTUALISATION DE FAÇON CONJOINTE AVEC D'AUTRES GRT EUROPEENS ?

REPOSE AUX QUESTIONS 37 A 39 :

L'AFIEG estime que les règles actuelles de rémunération des réserves primaires et secondaires ne reflètent pas la juste valeur de ces services non seulement en valeur de prix de marché mais aussi en termes de couverture de coûts. Il est important pour l'équilibre économique d'outils de génération comme les CCGT que des mécanismes soient mis en place pour permettre de valoriser à leur juste valeur les services qu'apporte cette technologie au système dans son ensemble.

L'AFIEG souhaite poser la question de l'obligation. Aujourd'hui, les acteurs sont obligés mais bénéficient d'un prix régulé. Demain, ils risquent de rester toujours obligés mais dans des conditions techniquement insupportables. Ainsi, par exemple, des appels d'offres hebdomadaires sur la réserve primaire ne sont pas gérables pour des cycles combinés et de manière générale pour les acteurs avec un petit parc. Les modalités opérationnelles des appels d'offre ne devront donc pas être discriminantes (en termes de produit et de timing) pour les nouveaux entrants et les petits parcs. De même, les pénalités (pleines ou réduites) devraient être revues, étant entendu que cette fourniture doit être conditionnée à la programmation de ces centrales (et non l'inverse). Il convient au surplus de ne pas rendre les petits parcs dépendants de l'opérateur historique ultra-dominant en les obligeant à souscrire des contrats bilatéraux en raison de leur incapacité à répondre aux appels d'offres.

QUESTION 40 : PENSEZ-VOUS OPPORTUN DE FAIRE SUPPORTER PAR LES PRODUCTEURS UNE PARTIE DES COÛTS DE CONSTITUTION DES SERVICES SYSTEME ? EN PARTICULIER, QUE PENSEZ-VOUS DE LA PROPOSITION DE LA CRE DE FAIRE SUPPORTER PAR LES PRODUCTEURS TOUT OU PARTIE DE LA DIFFERENCE PAR RAPPORT A LA SITUATION ACTUELLE (18,20 €/MW/H) ?

Nous ne sommes évidemment pas d'accord : ces services sont fournis par les fournisseurs aux consommateurs qui doivent en supporter l'intégralité du coût.

C'est bien le cas actuellement : ce coût régulé est intégralement répercuté dans les tarifs de soutirage.

Si la réalité de ce prix devait s'avérer supérieure (comme nous l'estimons), la même logique doit s'appliquer. Les producteurs doivent bénéficier de l'intégralité du manque de rémunération actuel des réserves primaires et secondaires.

QUESTION 41 : ETES-VOUS FAVORABLE A LA PROPOSITION DE LA CRE CONCERNANT LA RESERVE SECONDAIRE ? SI NON, QUELLES ALTERNATIVES PROPOSEZ-VOUS ?

Cette évolution serait imprévisible, voire préjudiciable pour les petits parcs et les responsables de programmation.

Néanmoins, ajuster la valeur de la réserve secondaire à la valeur de la réserve primaire réajustée et réévaluée, nous paraît une solution pratique.

QUESTION 42 : ETES-VOUS D'ACCORD AVEC L'ANALYSE PRELIMINAIRE DE LA CRE CONCERNANT LA TARIFICATION DES INJECTIONS?

L'AFIEG est en accord avec cette analyse.

Nous tenons à réaffirmer que nous sommes particulièrement attachés aux principes :

- d'une tarification exclusivement proportionnelle à l'énergie injectée ;
- d'un tarif unique pour les domaines HTB2 et HTB3.